

## L'organisation de la police

**Police judiciaire : l'organe et la fonction.** La notion de police judiciaire désigne indifféremment l'organe, c'est à dire le corps de fonctionnaires chargé de mener les enquêtes, et la fonction, c'est à dire le corps de fonctionnaire des opérations de police que ces fonctionnaires effectuent. Il n'est pas utile de reprendre ici la distinction applicable entre police judiciaire et police administrative. En marge du corps de la police judiciaire, il existe aussi des autorités qui lui sont extérieures tout en étant dotées de pouvoirs de police judiciaire.

La police a une **double fonction** :

- **Police administrative** qui dépend de l'exécutif : mission de **maintien de l'ordre, prévention des infractions**. Pouvoir **de surveillance** et d'**injonction**.
- **Police judiciaire** : **constatation des infractions et la recherche de leurs auteurs**.

### Section 1- LE PERSONNEL DE POLICE

#### §1- Les fonctionnaires de police

##### A) Les différents corps de police

**Police judiciaire et organisation de la police générale.** Le corps de la police judiciaire appartient à l'organisation administrative de la police générale, et se **dédouble entre les services de la police nationale et les services de la gendarmerie nationale**.

**Police nationale et police judiciaire.**

**Police nationale** : est un corps de fonctionnaires civils placés sous l'autorité du ministre de l'intérieur.

Celle-ci est divisée en 3 corps :

- Le corps de conception et de direction (commissaire de police, commissaire principal, commissaire divisionnaire, contrôleur général, inspecteur général)
- Le corps de commandement (lieutenant, capitaine, commandant, ; les anciens inspecteurs de police sont intégrés dans ce corps)
- Le corps d'encadrement et d'application ( gardien de la paix, brigadier, brigadier chef et brigadier major).

Les fonctionnaires de la police nationale exercent leurs fonctions en tenue ou en civil en fonction des missions auxquelles ils sont affectés.

Enfin, elle est organisée en services centraux, c'est à dire en directions centrales de compétence nationale (comme la Direction de la sécurité du territoire, la direction des renseignements généraux, la direction de la sécurité publique et, bien entendu, la direction de la police judiciaire) et en services extérieurs qui relèvent essentiellement d'une circonscription territoriale, comme les célèbres services régionaux de la police judiciaire ( SRPJ).

**Gendarmerie Nationale et police judiciaire.**

**Gendarmerie nationale** : est un corps de fonctionnaires militaires placé sous l'autorité du **directeur général de la gendarmerie nationale ( ministère de la, défense)**.

Son personnel est en tenue et se compose d'un corps d'officiers et de sous officiers. A l'égal de la police nationale, elle est organisée en services centraux, comme la gendarmerie maritime, ou la gendarmerie des transports aériens, et en services extérieurs. Parmi ces

derniers, il faut distinguer la gendarmerie mobile, essentiellement affectée à des missions de maintien de l'ordre, de la gendarmerie départementale, attachée à des missions de police générale et territorialement répartie comme suit : une brigade par canton, une compagnie par arrondissement, un groupement par département, une légion par région.

### CONCLUSION

La gendarmerie dépend du ministère de la défense.

La police peut être nationale ou municipale.

La police municipale dépend du maire.

La police nationale dépend du ministère de l'intérieur

Elle a essentiellement une mission de police administrative.

Elle n'a pas de moyen de coercition sur les personnes.

Elle comporte plusieurs directions : la sûreté publique, la petite et moyenne délinquance, la surveillance du territoire....

### B) La hiérarchie du personnel dans les fonctions de police judiciaire

Enumération de l'article 15 du CPP, 3 catégories :

- Les officiers de police judiciaire
- Les agents de police judiciaire
- Les fonctionnaires et agents auxquels sont attribuées par la loi certaines fonctions de police judiciaire.

### ***La différence entre les agents de police judiciaire (APJ) et les officiers de police judiciaire (OPJ) :***

Seuls les OPJ ont de véritables pouvoirs de contrainte sur les citoyens.

Seuls les agents de police judiciaire ( APJ), pour les besoins de ses enquêtes ont le pouvoir de garder à vue des individus

## 1. Les OPJ

### ***Intérêt majeur de la qualification et de la fonction d'OPJ.***

La qualification d'OPJ est capitale, les **pouvoirs d'enquête les plus coercitifs** leur étant réservés. On ajoutera que la catégorie des officiers de police judiciaire n'est pas homogène et se divise entre officiers de police judiciaire de compétence générale et officiers de police judiciaire de compétence spéciale.

### ***Officiers de police judiciaire de compétence générale.***

Les officiers de police judiciaire de compétence générale désignés par l'article 16 du CPP ont pour compétence pour l'ensemble des pouvoirs attachés à la qualité d'OPJ.

Ce sont :

- les maires et adjoints aux maires
- dans la police nationale : les inspecteurs généraux, les sous-directeurs de police active, les contrôleurs généraux, les commissaires de police, les fonctionnaires du corps de commandement et d'encadrement, les fonctionnaires du corps de maîtrise et d'application comptant au moins trois ans de service, les personnes exerçant les fonctions de directeurs ou de sous directeur de la police nationale au ministère de l'intérieur.
- Dans la gendarmerie nationale : les officiers et les gradés, les gendarmes comptant au moins 3 ans de service, les personnes exerçant les fonctions de directeurs ou de sous directeurs de la gendarmerie au ministère de la défense.

Ce pendant, pour exercer effectivement les attributions attachées à la qualité d'officier de police judiciaire, ces fonctionnaires doivent être affectés à un emploi comportant l'exercice de missions de police judiciaire et faire l'objet d'une décision d'habilitation du procureur général près la cour d'appel dans le ressort de laquelle ils exercent. Ces conditions ne sont pas applicables aux maires ou à leurs adjoints, ni aux directeurs ou sous directeurs de la police nationale.

### ***Officiers de police judiciaire de compétence spéciale.***

Les officiers de police judiciaire de compétence spéciale sont des fonctionnaires qui appartiennent certes aux corps de commandement et d'encadrement, mais qui ne reçoivent la qualité d'OPJ que pour des missions en rapport direct avec un type particulier de délinquance. L'exemple le plus significatif est celui des fonctionnaires ayant qualité d'OPJ « pour rechercher et constater les infractions au code de la route et les infractions prévues par les article 221-6, .... [ homicides et blessures involontaires] commises à l'occasion d'accidents de la circulation, à l'exclusion de celles commises en relation avec des manifestations sur la voie publique, et de toutes autres infractions ». ( article L 130-1 du code de la route). De plus, ces officiers de police judiciaire ne peuvent ni décider d'un placement en garde à vue, ni procéder à la visite de véhicules.

## 2. Les APJ

### ***Fonction***

Les APJ et APJ adjoints **secondent les officiers de police judiciaire**. ( art 20 et 21 du CPP).

### ***APJ***

Dans la gendarmerie nationale, les APJ sont les personnes qui n'ont pas la qualité d'OPJ.

Dans la police nationale, les APJ sont les fonctionnaires titulaires du corps de maîtrise et d'application n'ayant pas la qualité d'OPJ.

#### CONCLUSION :

Ils sont placés sous les ordres des OPJ.

Ils n'ont pas de pouvoir de contrainte.

Distinction aux art 20 et 21 CPP entre agents supérieurs et inférieurs.

Les agents supérieurs peuvent dresser des procès verbaux, qui auront une plus ou moins grande force probatoire.

Les agents de degré inférieurs (fonctionnaires de police de rang inférieurs, agents de police municipaux) ne peuvent rédiger que des rapports par lesquels ils rendent compte à leurs supérieurs.

## §2. les personnes extérieures à la police

### A) La direction des opérations dans le cadre de l'enquête

#### ***Du code d'instruction criminelle au code de procédure pénale.***

Sous l'empire du code d'instruction criminelle, le procureur de la république et le juge d'instruction avaient la qualité d'officier de police judiciaire. Ils l'ont perdue avec l'entrée en vigueur du CPP mais ont gagné en contrepartie une indépendance fonctionnelle : le procureur de la république n'est plus sous le contrôle de la chambre d'accusation, aujourd'hui chambre de l'instruction, et le juge d'instruction n'est plus sous la surveillance du procureur général. Le procureur de la république et le juge d'instruction ont toutefois conservé des pouvoirs de police judiciaire.

#### ***Pouvoirs de police judiciaire conférés au procureur de la république.***

Le procureur de la république et ses substituts détiennent les mêmes pouvoirs. L'article 41 alinéa 4 du CPP dispose que le procureur de la république a tous els pouvoirs attachés à la qualité d'officier de police judiciaire. Plus particulièrement, le CPP prévoit aussi qu'il dirige la police judiciaire de son ressort (art 41 al 2), procède ou fait procéder à tous les actes nécessaires à la recherche et à la poursuite d'une infraction ( art 41 al 1), reçoit les plaintes et dénonciations (art 40 al 1) et peut requérir l'assistance de la force publique dans l'exercice de ses fonctions (art 42).

Par ailleurs, aux termes de l'article 68 du CPP, le procureur de la république qui arrive sur le lieu de commission d'une infraction flagrante dessaisit l'officier de police judiciaire présent. Il a cependant la faculté de lui demander de poursuivre son enquête.

#### ***Pouvoirs de police judiciaire conférés au juge d'instruction.***

Les pouvoirs de police du juge d'instruction ne sont pas d'une nature différente de ceux du procureur de la république. La police judiciaire est tenue d'exécuter ses commissions rogatoires et de déférer à ses réquisitions (art 12 al 2 CPP). Il peut requérir directement l'assistance de la force publique (art 51 al 3 CPP).

Le juge d'instruction a en revanche perdu la possibilité de dessaisir l'OPJ et le procureur de la république de leur pouvoir de direction d'enquête de flagrance en arrivant sur le lieu de commission d'une infraction flagrante. En vérité cette faculté qu'avait le juge d'instruction de diriger une enquête sur infraction flagrante ne lui assurait pas obligatoirement d'être désigné pour instruire l'affaire : il est en effet de principe qu'un juge ne peut pas s'autosaisir.

### B) les missions ponctuelles

La loi accorde à certains fonctionnaires le pouvoir de rechercher des infractions déterminées. Ils doivent toujours obtenir l'autorisation d'un juge.  
Le citoyen, a le droit, en vertu de l'art 73 CPP, d'interpeller et de retenir l'auteur d'un crime ou délit flagrant en attendant l'arrivée de la police.

## **Section 2- LE FONCTIONNEMENT DE LA POLICE**

### **§1. Les missions de la police**

#### **1) La mission de police administrative**

Elle consiste à **prévenir les infractions**. Cela comprend tout **un travail de surveillance**, mais l'autre façon d'empêcher les infractions c'est **l'action sociale** en soutenant la population. Les deux missions doivent être menées ensemble. Plus la criminalité est élevée, plus les deux missions sont importantes.

#### **2) La mission de police judiciaire**

##### ***Attributions matérielles du corps de la police judiciaire.***

L'article 14 CPP envisage deux catégories d'attributions de la police judiciaire. D'un façon générale, la police judiciaire a pour **mission de constater les infractions à la loi pénale**, d'en **rassembler les preuves** et d'en **rechercher les auteurs**. Plus spécifiquement, lorsqu'une instruction est ouverte par un juge d'instruction, la police judiciaire doit exécuter les délégations de ce magistrat et déférer à ses réquisitoires, c'est à dire exécuter, entre autres, ses commissions rogatoires et ses mandats.

##### ***Attributions matérielles des membres de la police judiciaire***

L'article 17 du CPP expose les **attributions matérielles des OPJ** :

- ils **réceptionnent les plaintes et dénonciations**. Ces deux actes sont de nature identique, mais alors que la plainte émane de la victime de l'infraction, la dénonciation provient d'un tiers. Toutes deux sont transmises au procureur de la république.
- Ils **procèdent aux enquêtes sur infraction flagrante ou préliminaire**, d'office ou à la demande du procureur de la république, lequel a pour fonction de diriger la police judiciaire.

Les OPJ **peuvent directement requérir le concours de la force publique pour exercer leur mission.**

Aux termes de l'article 20 du CPP, **les agents de police judiciaire secondent les OPJ**. Ils **peuvent dresser procès verbal de constatation d'une infraction ou recevoir des déclarations par procès verbal**. De même, les APJ adjoints secondent les OPJ à qui ils doivent rendre compte. Sur ordre de leur chef, ils peuvent dorénavant aussi constater par procès verbal les contraventions à des dispositions du code de la route et, bien sur, continuer de recueillir des renseignements, par procès verbal ou non ( dans ce dernier cas, on parle de rapport de police). Lorsqu'ils constatent une infraction par procès-verbal, les APJ adjoints peuvent également recueillir les éventuelles observations du contrevenant.

La validité des constatations faites par les OPJ, APJ et APJ adjoints n'est pas affectée par le fait qu'ils n'ont pas fait connaître préalablement leur qualité à l'auteur de l'infraction.

### **§2. Contrôle et responsabilité de la police**

### ***Contrôle administratif de type hiérarchique et nécessaire contrôle de l'autorité judiciaire.***

Considérée dans sa qualité d'administration de police, la police judiciaire obéit aux principes du **contrôle hiérarchique** ; c'est là une question de droit administratif. Mais dans l'exercice de ses attributions judiciaires, **la police judiciaire dépend du contrôle de l'autorité judiciaire** et relève directement des règles de procédure pénale.

Deux raisons au moins justifient que la police judiciaire soit placée **sous le contrôle de l'autorité judiciaire** :

- la première est d'ordre juridique : aux termes de **l'article 66 de la Constitution**, **l'autorité judiciaire est gardienne de la liberté individuelle**. L'exercice de la fonction policière risquant de porter atteinte à la liberté individuelle, l'autorité judiciaire prévient ce risque en contrôlant la police judiciaire.
- La seconde raison est d'ordre pratique : la **police judiciaire exécute principalement des décisions émanant de membres de l'autorité judiciaire**. Dans ce rapport de type hiérarchique, il est logique que la police judiciaire soit placée sous le contrôle de l'autorité judiciaire.

Ce contrôle est effectué par plusieurs organes et autorités.

### ***Direction du procureur de la république***

L'article 12 du CPP dispose en termes généraux que la **police judiciaire est placée sous la direction du procureur de la république**. Le législateur a parfois pris soin de préciser l'étendue et le contenu de cette fonction de direction. Le même article prévoit que le procureur peut faire procéder à une enquête préliminaire ou de flagrance. Par ailleurs, l'article 41 al 3 du CPP expose que le procureur contrôle les mesures de garde à vue. De plus, il autorise la prolongation de la garde à vue.

### ***Surveillance du procureur général près la CA***

La fonction de surveillance du procureur près la CA est prévue par l'article 13. Elle se manifeste par deux prérogatives :

- d'une part, le procureur général note les aptitudes des officiers de police judiciaire de son ressort et cette notation est prise en compte pour leur avancement.
- D'autre part, le procureur général a le pouvoir de suspendre ou retirer à un OPJ l'habilitation à exercer des fonctions de police judiciaire.

### ***Contrôle de la chambre de l'instruction***

La fonction de contrôle de la chambre de l'instruction est également prévue par l'article 13 du CPP. Elle s'exprime de deux façons, selon que la chambre de l'instruction estime opportun ou inopportun de sanctionner un OPJ :

- Si la chambre de l'instruction estime inopportun de sanctionner l'OPJ, elle peut porter à la connaissance de sa hiérarchie administrative des observations sur son comportement.
- Si elle décide l'inverse, elle a le pouvoir de prononcer la sanction disciplinaire de privation temporaire ou définitive d'exercer les fonctions d'OPJ dans le ressort de la CA ou sur l'ensemble du territoire national. La chambre d'accusation de la CA de Paris a utilisé de ce pouvoir dans une affaire fortement médiatisée, l'affaire « Olivier Foll ».

Depuis la loi du 15 juin 2000, la décision de privation temporaire ou définitive d'exercer les fonctions d'OPJ « prend effet immédiatement ». le pourvoi en cassation ne trouve ainsi plus

d'intérêt à être formé dans la seule fin dilatoire de suspendre les effets de la décision. Le pouvoir de contrôle de la chambre de l'instruction s'en trouve renforcé.

### CONCLUSION

La police est placée sous l'autorité directe du procureur de la république.

Elle est sous la surveillance du procureur générale. Il peut saisir la chambre de l'instruction qui est chargée du contrôle de la police. L'art 227 CPP la ch. d'instruction peut adresser à l'officier ou à l'agent de police judiciaire des observations ou le suspendre de ces fonctions, de ces activités de recherches des preuves.

Le policier peut donc voir sa responsabilité civile engagée s'il cause préjudice à autrui.

Comme tous citoyens il peut engager sa responsabilité pénale pour arrestation ou détention arbitraire et dans le cas d'une perquisition illégale.

Mais celle-ci est subordonnée en vertu de l'art 6-1 du CPP à la constatation préalable de l'irrégularité de l'acte pour laquelle ils ont commis l'infraction.